

**Art. 2.** Les ouvriers, visés à l'article 1<sup>er</sup>, ont droit en 1997 à six jours de repos fixés comme suit :

- 28 mars;
- 1<sup>er</sup> avril;
- 2 mai;
- 9 mai;
- 22 décembre;
- 23 décembre.

**Art. 3.** L'arrêté royal du 6 mai 1997 fixant les jours de repos accordés aux ouvriers occupés par des employeurs ressortissant à la Commission paritaire de la construction à titre de réduction de la durée du travail, est rapporté.

**Art. 4.** Le présent arrêté produit ses effets le 1<sup>er</sup> janvier 1997.

**Art. 5.** Notre Ministre de l'Emploi et du Travail et Notre Ministre des Affaires sociales sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 6 juillet 1997.

ALBERT

Par le Roi :

La Ministre de l'Emploi et du Travail,  
Mme M. SMET  
La Ministre des Affaires sociales,  
Mme M. DE GALAN

**Art. 2.** De werklieden, bedoeld in artikel 1, hebben in 1997 recht op zes rustdagen als volgt vastgesteld :

- 28 maart;
- 1 april;
- 2 mei;
- 9 mei;
- 22 december;
- 23 december.

**Art. 3.** Het koninklijk besluit van 6 mei 1997 tot vaststelling van de rustdagen als vermindering van de arbeidsduur, toegekend aan de werklieden tewerkgesteld door de werkgevers die onder het Paritair Comité voor het bouwbedrijf ressorteren, wordt ingetrokken.

**Art. 4.** Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 januari 1997.

**Art. 5.** Onze Minister van Tewerkstelling en Arbeid en Onze Minister van Sociale Zaken zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 6 juli 1997.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Tewerkstelling en Arbeid,  
Mevr. M. SMET  
De Minister van Sociale Zaken,  
Mevr. M. DE GALAN

## GOUVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN

### COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

#### MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

F. 97 — 1421

[S - C - 97/29250]

**17 JUIN 1997.** — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française modifiant l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 13 juin 1991 portant délégations de compétences et de signatures aux fonctionnaires généraux et à certains autres agents des Services de l'Exécutif de la Communauté française - Ministère de la Culture et des Affaires sociales - et l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 8 octobre 1993 portant délégations de compétence et de signature aux fonctionnaires généraux et à certains autres agents des Services du Gouvernement de la Communauté française - Ministère de l'Education, de la Recherche et de la Formation

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, notamment l'article 87, modifié par la loi spéciale du 8 août 1988 et par la loi spéciale du 16 juillet 1993;

Vu l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 13 juin 1991 portant délégations de compétences et de signatures aux fonctionnaires généraux et à certains autres agents des Services de l'Exécutif de la Communauté française - Ministère de la Culture et des Affaires sociales, modifié par l'arrêté du 5 octobre 1994;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 8 octobre 1993 portant délégations de compétence et de signature aux fonctionnaires généraux et à certains autres agents des Services du Gouvernement de la Communauté française - Ministère de l'Education, de la Recherche et de la Formation;

Sur la proposition du Ministre de la Fonction publique;

Vu la délibération du Gouvernement du 20 mai 1997,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** L'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 13 juin 1991 portant délégations de compétences et de signatures aux fonctionnaires généraux et à certains autres agents des Services de l'Exécutif de la Communauté française - Ministère de la Culture et des Affaires sociales - est modifié comme suit :

1° à l'article 1<sup>er</sup>, le paragraphe 1<sup>er</sup> est remplacé par le paragraphe suivant :

« § 1<sup>er</sup>. Les délégations de compétence et de signature visées au présent arrêté sont données aux membres du personnel du Ministère de la Communauté française, ci-après dénommé "Ministère" ou "Ministère de la Culture et des Affaires sociales", soumis aux dispositions du statut des membres du personnel des Services du Gouvernement de la Communauté française et affectés aux emplois prévus par l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 2 décembre 1996 fixant le cadre transitoire du personnel des Services du Gouvernement de la Communauté française à l'exception des emplois de ce cadre composant le Département de l'Education, de la Recherche et de la Formation. »

2° à l'article 1<sup>er</sup>, § 2, il est ajouté un 3e alinéa rédigé comme suit :

« Les dispositions du présent arrêté relatives à l'absence d'une autorité déléguée visent toutes les hypothèses d'absence fonctionnelle de ladite autorité, notamment celle du défaut de titulaire occupant l'emploi considéré sauf lorsque les fonctions supérieures sont exercées ».

3° l'intitulé de la section 1ère du Chapitre II est complété par les termes "de l'administration".

4° à l'article 4, § 1<sup>er</sup>, 1°, les mots "des niveaux 3" sont remplacés par les mots "des niveaux 2+, 2, 3".

5° aux articles 4, 5 et 6, les mentions "niveaux 2" sont remplacées par les mentions "niveaux 2+, 2".

6° à l'article 4, § 1<sup>er</sup>, le point 16 est remplacé par le point suivant :

« 16° pour attribuer et proroger les fonctions supérieures jusqu'au rang 10 inclus aux membres du personnel des niveaux 2+, 2, 3 et 4" ».

7° à l'article 4, § 1<sup>er</sup>, il est ajouté un point 22 rédigé comme suit :

« 22° pour recevoir le serment constitutionnel des agents de niveau I »

8° aux articles 4, 5, 9, 17, 23 et à l'annexe désignant les autorités déléguées en vertu de l'article 10 du même arrêté, la mention du rang "13" est remplacée par la mention du rang "12".

9° à l'article 4, le paragraphe 2 est remplacé par le paragraphe suivant :

« § 2. En cas d'absence ou d'empêchement du secrétaire général, les compétences énumérées au § 1<sup>er</sup> sont exercées en cas d'urgence par le fonctionnaire général dirigeant le Service général du Personnel.

En cas d'absence ou d'empêchement du fonctionnaire général dirigeant le Service général du Personnel, les compétences sont exercées en cas d'urgence par le fonctionnaire général dirigeant le Service général de la Fonction publique ».

10° à l'article 4, § 3, les mots "au rang 13, en accord avec l'administrateur général," sont remplacés par les mots "au rang 15".

11° aux articles 5, § 1<sup>er</sup>, 2°, 6, § 1<sup>er</sup>, et 30, les mots "la direction d'administration du Personnel" sont remplacés par les mots "le Service général du Personnel".

12° à l'article 5, § 1<sup>er</sup>, 4°, les mots "à quinze mille francs" sont remplacés par les mots "à vingt-cinq mille francs".

13° à l'article 5, § 4, les mots "de rang 24" sont remplacés par les mots "de rang 22".

14° à l'article 6, § 2, les mots "par un fonctionnaire de la direction d'administration du Personnel, titulaire d'un grade appartenant au moins au rang 11, étant entendu qu'il s'agira toujours du fonctionnaire titulaire du grade le plus élevé; à égalité de grade, il sera tenu compte d'abord, de l'ancienneté dans le grade, ensuite de l'ancienneté de service et enfin de l'âge" sont remplacés par les mots "par le directeur général adjoint ou la directrice générale adjointe du Service général de la Fonction publique".

15° aux articles 6 et 30, la mention du rang "11" est remplacée par la mention du rang "10".

16° à l'article 33, 2°, les mots "la direction d'administration" sont remplacés par les mots "le Service général" et les mots "et du Tourisme" sont supprimés.

17° dans l'intitulé de la sous-section 1re de la Section IV du chapitre III et aux articles 34, 36 et 38, les mots "et du Tourisme" sont supprimés.

18° aux articles 34 à 37, les mots "à la direction d'administration" sont remplacés par les mots "au Service général" et les mots "et touristiques" sont supprimés.

19° dans l'intitulé de la sous-section II de la section IV du chapitre III, les mots "de la direction d'administration" sont remplacés par les mots "du Service général".

20° aux articles 36 à 38, les mots "au directeur d'administration", "au conseiller de la direction des services administratifs", "à l'inspecteur général" et "les secrétaires d'administration" sont remplacés respectivement par les mots "au directeur général adjoint ou à la directrice générale adjointe", "au directeur ou à la directrice", "au directeur général adjoint ou à la directrice générale adjointe" et "les attachés ou attachés principaux ou attachées ou attachées principales".

21° à l'article 36, 1°, il est ajouté un 2e alinéa rédigé comme suit :

« En cas d'absence ou d'empêchement du directeur général adjoint ou de la directrice générale adjointe, ces délégations peuvent être exercées, en vertu d'un acte de subdélégation préalable, par un agent titulaire d'un grade de rang 12 au moins ».

22° à l'article 36, 2°, il est ajouté un 2e alinéa rédigé comme suit :

« En cas d'absence ou d'empêchement du directeur ou de la directrice, ces délégations peuvent être exercées, en vertu d'un acte de subdélégation préalable, par un agent titulaire d'un grade de rang 10 au moins ».

23° dans l'intitulé de la sous-section III de la section IV du chapitre III et à l'article 38, les mots "et touristiques" sont supprimés.

24° à l'article 39, les mots "de l'inspecteur général" et "l'inspecteur principal - chef de service qui lui est adjoint" sont remplacés respectivement par les mots "du directeur général adjoint ou la directrice générale adjointe" et "un agent titulaire du grade de rang 12 au moins".

25° à l'article 42, il est ajouté au 2e alinéa rédigé comme suit :

« En cas d'absence ou d'empêchement du fonctionnaire d'un grade du rang 15, ces délégations peuvent être exercées par un agent titulaire d'un grade de rang 12 désigné, par acte écrit et préalable, communiqué au secrétaire général, par le directeur général de la Santé ».

26° à l'article 44, les mots "de rang 13" sont remplacés par les mots de "rang 12" et les mots "ou, en cas d'absence ou d'empêchement de ceux-ci, aux agents titulaires d'un grade de rang 10 au moins" sont insérés entre les mots "aux fonctionnaires responsables du Service de l'Inspection médicale scolaire de rang 12 au moins" et les mots ", la compétence pour approuver les factures".

27° au chapitre III, la Section VI est remplacée par la Section suivante :

« Section VI - Délégation particulière en matière juridique.

Art. 45. Délégation est donnée au secrétaire général pour approuver les états d'honoraires des avocats, avoués et experts.

Pour l'approbation des honoraires n'excédant pas cent mille francs, le secrétaire général peut déléguer à un agent de rang 10 au moins les pouvoirs qui lui sont accordés par l'alinéa précédent. »

Art. 2. L'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 8 octobre 1993 portant délégations de compétence et de signature aux fonctionnaires généraux et à certains autres agents des Services du Gouvernement de la Communauté française - Ministère de l'Education, de la Recherche et de la Formation - est modifié comme suit :

1° à l'article 1<sup>er</sup>, le paragraphe 1<sup>er</sup> est remplacé par le paragraphe suivant :

« § 1<sup>er</sup>. Les délégations de compétence et de signature visées au présent arrêté sont données aux membres du personnel du Ministère de la Communauté française, ci-après dénommé "Ministère" ou "Ministère de l'Education, de la Recherche et de la Formation", soumis aux dispositions du statut des membres du personnel des Services du Gouvernement de la Communauté française et affectés aux emplois prévus par l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 2 décembre 1996 fixant le cadre transitoire du personnel des Services du Gouvernement de la Communauté française à l'exception des emplois de ce cadre composant le Département de la Culture et des Affaires sociales sauf pour ce qui concerne l'emploi de directeur général ou directrice générale du Service général du Personnel et l'emploi de directeur général adjoint ou directrice générale adjointe du Service général de la Fonction publique ou tout autre emploi du cadre composant ce Département et dont le titulaire reçoit une délégation par ou en vertu du présent arrêté. »

2° à l'article 1<sup>er</sup>, il est ajouté un paragraphe 3 rédigé comme suit :

« § 3 Les dispositions du présent arrêté relatives à l'absence d'une autorité déléguée visent toutes les hypothèses d'absence fonctionnelle de ladite autorité, notamment celle du défaut de titulaire occupant l'emploi considéré sauf lorsque les fonctions supérieures sont exercées. »

3° L'intitulé de la section Ire du Chapitre II est complété par les termes "de l'administration".

4° aux articles 5 et 7, les mentions "niveaux 2" sont remplacées par les mentions "niveaux 2+, 2".

5° à l'article 5, le littéra c du point 2 est supprimé et il est ajouté un point 21 rédigé comme suit :

« 21° pour attribuer et proroger les fonctions supérieures jusqu'au rang 10 inclus aux membres du personnel des niveaux 2+, 2, 3 et 4 ».

6° à l'article 5, il est ajouté un point 22 rédigé comme suit :

« 22° pour mettre les agents en disponibilité pour maladie ou infirmité n'entraînant pas l'incapacité définitive au service, mais provoquant des absences dont la durée excède celle des congés pour maladie ou infirmité;

pour fixer le traitement d'attente à octroyer à l'agent en disponibilité pour maladie ou infirmité. »

7° à l'article 5, le paragraphe 2 est remplacé par le paragraphe suivant :

« § 2. En cas d'absence ou d'empêchement du secrétaire général, les compétences énumérées au § 1<sup>er</sup> sont exercées en cas d'urgence par le fonctionnaire général dirigeant le Service général du Personnel.

En cas d'absence ou d'empêchement du fonctionnaire général dirigeant le Service général du Personnel, les compétences sont exercées en cas d'urgence par le fonctionnaire général dirigeant le Service général de la Fonction publique\*.

8° à l'article 5, § 3, les mots "directeur général des personnels, des statuts, de l'organisation administrative et de l'enseignement spécial, en accord avec l'administrateur général," sont remplacés par les mots "à un fonctionnaire appartenant au moins au rang 15".

9° à l'article 5, § 4, les mots "en application du § 1<sup>er</sup>, 3°, 14°, 15° et 16°" sont remplacés par les mots "en application du § 1<sup>er</sup>, 3°, a et b, 14°, 15°, 16° et 21°".

10° à l'article 6, § 1<sup>er</sup>, le point 2 est remplacé par le point suivant :

« 2° pour accorder, après avis du fonctionnaire général dirigeant le Service général du Personnel, des congés aux agents des niveaux 2, 3 et 4 dans les cas suivants :

a) pour des motifs impérieux d'ordre familial;

b) pour accomplir un stage ou une période d'essai dans un autre service public, de l'enseignement subventionné, d'un centre psycho-médico-social subventionné, d'un office d'orientation professionnelle subventionné ou d'un institut médico-pédagogique subventionné, de l'enseignement universitaire;

c) pour exercer par intérim une fonction dans une école officielle ou dans une école libre subventionnée;

d) pour présenter une candidature aux élections législatives ou provinciales;

e) pour prestations réduites justifiées par des raisons sociales ou familiales ou pour convenance personnelle;

f) pour suivre les cours en vue de parfaire la formation intellectuelle, morale ou sociale dans le cadre du congé de promotion sociale et du congé de formation; »

11° aux articles 6, 10, 25 et à l'annexe désignant les autorités déléguées en vertu de l'article 10 du même arrêté, la mention du rang "13" est remplacée par la mention du rang "12".

12° à l'article 6, § 4, les mots "la compétence prévue au 1° du § 1<sup>er</sup> aux fonctionnaires" sont remplacés par les mots "la compétence prévue au 1° du § 1<sup>er</sup> aux chefs de service titulaires d'un grade de rang 22 au moins ou qui exercent les fonctions supérieures de rang 22".

13° à l'article 7, § 1<sup>er</sup>, les mots "directeur général des Personnels, des Statuts, de l'Organisation administrative et de l'Enseignement spécial" sont remplacés par les mots "secrétaire général" et les points 2° et 3° sont remplacés par les points suivants :

« 2° pour accorder les congés dans les cas suivants :

a) pour suivre les cours de l'école de protection civile, soit en qualité d'agent volontaire à ce corps, soit en qualité d'élève n'appartenant pas à ce corps;

b) pour remplir en temps de paix des prestations au corps de protection civile, en qualité d'engagé volontaire à ce corps;

c) pour l'accueil d'un enfant de moins de dix ans, en vue de son adoption ou de l'exercice d'une tutelle officieuse;

d) à la naissance de l'enfant, d'un congé parental;

3° pour rappeler en service un agent qui est absent pour cause de maladie ou d'infirmité, et que le Service de Santé administratif a jugé apte à reprendre ses fonctions à temps partiel; »

14° à l'article 7, le paragraphe 2 est remplacé par le paragraphe suivant :

« § 2. En cas d'absence ou d'empêchement du secrétaire général, les compétences énumérées au § 1<sup>er</sup> sont exercées en cas d'urgence par le fonctionnaire général dirigeant le Service général du Personnel.

En cas d'absence ou d'empêchement du fonctionnaire général dirigeant le Service général du Personnel, les compétences visées à l'alinéa précédent sont exercées en cas d'urgence par le directeur général adjoint ou la directrice générale adjointe du Service général de la Fonction publique ».

15° à l'article 7, § 1<sup>er</sup>, le point 4° est supprimé.

16° à l'article 19, la mention du rang "11" est remplacée par la mention du rang "10".

17° à l'article 13, § 2, les mots "pour les compétences de la direction d'administration de l'Organisation des Etudes" sont remplacés par les mots "pour les compétences de la Direction générale de l'Organisation des Etudes".

18° l'article 18 est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 18. Sont exclus des délégations attribuées aux fonctionnaires titulaires d'un grade des rangs 12 à 16 inclus, et visées dans la présente section, les marchés en matière d'informatique relatifs aux matériels, aux logiciels et aux services. »

19° à l'article 19, § 1<sup>er</sup>, 14°, les mots "la direction générale des Personnels, des Statuts, de l'Organisation administrative et de l'Enseignement spécial" sont remplacés par les mots "le Service général du Personnel".

20° aux articles 19, § 2 et § 3, 20, § 3, et 27, § 1<sup>er</sup>, les mots "de l'Organisation administrative et de l'Enseignement spécial" sont remplacés par les mots "et de l'Organisation administrative."

21° dans l'intitulé de la section 2 du chapitre III, les mots "aux directeurs d'administration, aux directeurs, aux conseillers et conseillers-chefs de service et aux conseillers adjoints" sont remplacés par les mots "aux directeurs généraux adjoints ou directrices générales adjointes, aux directeurs ou directrices, aux attachés ou attachés principaux ou attachées ou attachées principales".

22° à l'article 20, § 1<sup>er</sup>, les mots "aux directeurs d'administration, aux directeurs, aux conseillers, aux conseillers-chefs de service" sont remplacés par les mots "aux directeurs généraux adjoints ou directrices générales adjointes et aux directeurs ou directrices".

23° à l'article 20, § 2 et § 4, les mots "au directeur d'administration" sont remplacés par les mots "au directeur général adjoint ou à la directrice générale adjointe".

24° à l'article 20, § 2, les mots "de la direction d'administration de la Promotion sociale" sont remplacés par les mots "du Service général de la Formation, de la Promotion sociale et de l'Enseignement à distance. »

25° à l'article 20, § 3, les mots "conseiller adjoint" sont remplacés par les mots "à un autre agent de niveau 1".

26° à l'article 20, § 4, les mots "au conseiller-chef de service" sont remplacés par les mots "au directeur ou à la directrice".

27° à l'article 20, § 5, les mots "aux conseillers adjoints" sont remplacés par les mots "à des agents de niveau 1".

28° au chapitre III, la Section 3 est remplacée par la section suivante :

« Section 3. - Délégations particulières en matière juridique

Art. 21. Délégation est donnée au secrétaire général dans les matières suivantes :

1° attribution à un accident de la qualification juridique d'"accident du travail" ou d'"accident survenu sur le chemin du travail".

2° approbation des états d'honoraires des avocats, avoués et experts.

3° approbation de toute dépense et de toute répétition relatives à la réparation d'accidents de roulage, d'accidents de travail ou de toute autre nature, ainsi que toutes allocations ou indemnités accordées dans ces cas par décision judiciaire.

Le secrétaire général peut déléguer à un agent de rang 10 au moins les pouvoirs qui lui sont accordés par l'alinéa précédent sauf pour ce qui concerne l'approbation des honoraires qui excèdent cent mille francs. »

**Art. 3.** Les délégations et subdélégations accordées au 31 août 1996 par ou en vertu de l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 13 juin 1991 portant délégations de compétences et de signatures aux fonctionnaires généraux et à certains autres agents des Services de l'Exécutif de la Communauté française - Ministère de la Culture et des Affaires sociales - et par ou en vertu de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 8 octobre 1993 portant délégations de compétence et de signature aux fonctionnaires généraux et à certains autres agents des Services du Gouvernement de la Communauté française - Ministère de l'Education, de la Recherche et de la Formation - poursuivent leurs effets conformément aux dispositions desdits arrêtés à la condition que les agents qui en sont investis remplissent, par référence au nouveau grade auquel ils ont été nommés en application de l'article 2, § 1<sup>er</sup>, de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 22 juillet 1996 portant statut des agents des Services du Gouvernement de la Communauté française, la condition de grade, de rang ou de niveau fixée par lesdits arrêtés tels que modifiés par le présent arrêté.

La condition visée à l'alinéa précédent ne s'applique pas aux agents qui ne sont pas soumis, à la date du 1<sup>er</sup> septembre 1996, aux dispositions de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 22 juillet 1996 portant statut des agents des Services du Gouvernement de la Communauté française qui attribuent un nouveau grade aux agents des Services du Gouvernement.

**Art. 4.** Le présent arrêté produit ses effets le 1<sup>er</sup> décembre 1996 à l'exception de l'article 1<sup>er</sup>, 14<sup>e</sup> et de l'article 2, 5<sup>e</sup> à 10<sup>e</sup>, 12<sup>e</sup> à 15<sup>e</sup>, 18<sup>e</sup>, 19<sup>e</sup> et 28<sup>e</sup> qui entrent en vigueur à la date de signature du présent arrêté, et de l'article 3 qui produit ses effets le 1<sup>er</sup> septembre 1996.

**Art. 5.** Le Ministre de la Fonction publique est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 17 juin 1997.

Par le Gouvernement de la Communauté française :  
Le Ministre de la Fonction publique,  
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 97 — 1421

[S - C - 97/29250]

**17 JUNI 1997. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap houdende wijziging van het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 13 juni 1991 houdende delegatie van bevoegdheden en ondertekening volmachten aan de ambtenaren-generaal en aan sommige andere ambtenaren van de Diensten van de Executieve van de Franse Gemeenschap - Ministerie van Cultuur en Sociale Zaken - en van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 8 oktober 1993 tot bevoegdheids- en tekeningsoverdracht aan de opperambtenaren en sommige andere personeelsleden van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap - Ministerie van Onderwijs, Onderzoek en Vorming**

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, inzonderheid op artikel 87, gewijzigd bij de bijzondere wet van 8 augustus 1988 en bij de bijzondere wet van 16 juli 1993;

Gelet op het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 13 juni 1991 houdende delegatie van bevoegdheden en ondertekening volmachten aan de ambtenaren-generaal en aan sommige andere ambtenaren van de Diensten van de Executieve van de Franse Gemeenschap - Ministerie van Cultuur en Sociale Zaken, gewijzigd bij het besluit van 5 oktober 1994;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 8 oktober 1993 tot bevoegdheids- en tekeningsoverdracht aan de opperambtenaren en sommige andere personeelsleden van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap - Ministerie van Onderwijs, Onderzoek en Vorming;

Op de voordracht van de Minister van Ambtenarenzaken,

Gelet op de beraadslaging van de Regering van 20 mei 1997,

Besluit :

**Artikel 1.** Het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 13 juni 1991 houdende delegatie van bevoegdheden en ondertekening volmachten aan de ambtenaren-generaal en aan sommige andere ambtenaren van de Diensten van de Executieve van de Franse Gemeenschap - Ministerie van Cultuur en Sociale Zaken wordt gewijzigd als volgt :

1° in artikel 1 wordt de eerste paragraaf door de volgende vervangen :

« § 1. De delegaties inzake bevoegdheden en ondertekening bedoeld bij dit besluit worden verleend aan de personeelsleden van het Ministerie van de Franse Gemeenschap, hierna "Ministerie" of "Ministerie van Cultuur en Sociale Zaken", op wie de bepalingen van het statuut van de personeelsleden van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap van toepassing zijn en die aangewezen zijn voor de betrekkingen voorzien bij het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 2 december 1996 tot vaststelling van de overgangsformatie van het personeel van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap, met uitzondering van de betrekkingen van deze formatie waaruit het Departement Onderwijs, Onderzoek en Vorming bestaat. »

2° in artikel 1, § 2, wordt een derde lid toegevoegd, luidend :

« De bepalingen van dit besluit met betrekking tot de afwezigheid van een gedelegeerde overheid beogen alle mogelijkheden van functionele afwezigheid van genoemde overheid, inzonderheid deze van het gebrek aan titularis voor het bekleeden van betrokken betrekking behalve wanneer hogere functies uitgeoefend worden. »

3° Het opschrift van afdeling 1 van hoofdstuk II wordt aangevuld met de woorden "van het bestuur".

4° in artikel 4, § 1, 1°, worden de woorden "van de niveaus 3" vervangen door de woorden "van de niveaus 2+, 2, 3".

5° in de artikelen 4, 5 en 6, worden de vermeldingen "niveaus 2" vervangen door de vermeldingen "niveaus 2+, 2".

6° in artikel 4, § 1, wordt punt 16 vervangen door :

« 16° om de hogere functies tot rang 10 inbegrepen toe te kennen en te verlengen voor de personeelsleden van de niveaus 2+, 2, 3 en 4 ».

7° aan artikel 4, § 1, wordt een punt 22 toegevoegd, luidend als volgt :

« 22° om de grondwettelijke eedaflegging van ambtenaren van niveau I te ontvangen ».

8° in de artikelen 4, 5, 9, 17, 23 en in de bijlage ter aanstelling van de gedelegeerde overheden krachtens artikel 10 van hetzelfde besluit wordt de vermelding van rang "13" vervangen door de vermelding van rang "12".

9° in artikel 4 wordt paragraaf 2 vervangen door volgende paragraaf :

« § 2. - Ingeval de secretaris-generaal afwezig of verhinderd is, worden de in § 1 opgesomde bevoegdheden in spoedgevallen uitgeoefend door de ambtenaar-generaal die de leiding heeft van de Algemene Dienst Personeel.

Ingeval de ambtenaar-generaal die de leiding heeft van de Algemene Dienst Personeel afwezig of verhinderd is, worden de bevoegdheden in spoedgevallen uitgeoefend door de ambtenaar-generaal die de leiding heeft van de Algemene Dienst Ambtenarenzaken. »

10° in artikel 4, § 3 worden de woorden "in afspraak met de Administrateur-generaal aan een ambtenaar die ten minste de rang 13 bekleedt" vervangen door de woorden "aan een ambtenaar die ten minste de rang 15 bekleedt".

11° in de artikelen 5, § 1, 2°, 6, § 1 en 30 worden de woorden "de Bestuursdirectie van het Personeel" vervangen door de woorden "de Algemene Dienst Personeel".

12° in artikel 5, § 1, 4° worden de woorden "aan vijftienduizend frank" vervangen door de woorden "aan vijftienduizend frank".

13° in artikel 5, § 4 worden de woorden "van rang 24" vervangen door de woorden "van rang 22"

14° in artikel 6, § 2 worden de woorden "door een ambtenaar van de Bestuursdirectie van het Personeel die ten minste een graad van rang 11 bekleedt, met dien verstande dat het steeds een ambtenaar betreft die de hoogste graad bekleedt; bij gelijkheid in graad, wordt eerst rekening gehouden met de graadanciënniteit, vervolgens met de dienstanciënniteit en tenslotte met de leeftijd" vervangen door de woorden "door de Adjunct-directeur-generaal van de Algemene Dienst Ambtenarenzaken"

15° in de artikelen 6 en 30 wordt de vermelding van rang "11" vervangen door de vermelding van rang "10".

16° in artikel 33, 2° worden de woorden "de Bestuursdirectie" vervangen door de woorden "de Algemene Dienst" en de woorden "en Toerisme" worden geschrapt.

17° in het opschrift van Onderafdeling I van Afdeling IV van Hoofdstuk III en in de artikelen 34, 36 en 38 worden de woorden "en Toerisme" geschrapt.

18° in de artikelen 34 tot 37 worden de woorden "tot de Bestuursdirectie" vervangen door de woorden "tot de Algemene dienst" en de woorden "en Toerisme" worden geschrapt.

19° in het opschrift van Onderafdeling II van Afdeling IV van Hoofdstuk III worden de woorden "van de Bestuursdirectie" vervangen door de woorden "van de Algemene dienst".

20° in de artikelen 36 tot 38 worden de woorden "aan de Bestuursdirecteur", "aan de Adviseur bij de Directie van de bestuursdiensten", "aan de Inspecteur-generaal", en "de bestuurssecretarissen" respectievelijk vervangen door de woorden "aan de Adjunct-directeur-generaal", "aan de Directeur", "aan de Adjunct-directeur-generaal", en "de Attachés of Eerstaanwezende attachés".

21° aan artikel 36, 1°, wordt een tweede lid toegevoegd, luidend als volgt :

« Ingeval de adjunct-directeur-generaal afwezig of verhinderd is, kunnen deze delegaties uitgeoefend worden, krachtens een vooraf gegeven akte van subdelegatie, door een titularis van een graad van ten minste rang 12 ».

22° aan artikel 36, 2°, wordt een tweede lid toegevoegd, luidend als volgt :

« Ingeval de directeur afwezig of verhinderd is, kunnen deze delegaties uitgeoefend worden, krachtens een vooraf gegeven akte van subdelegatie, door een titularis van een graad van ten minste rang 10 ».

23° in het opschrift van de onderafdeling III van afdeling IV van hoofdstuk III en in artikel 38, worden de woorden "en Toerisme" geschrapt.

24° in artikel 39 worden de woorden "de Inspecteur-generaal" en "de Eerstaanwezend Inspecteur-Hoofd van dienst bij wie hij toegevoegd is" respectievelijk vervangen door de woorden "de adjunct-directeur-generaal" en "een ambtenaar titularis van een graad van ten minste rang 12".

25° aan artikel 42 wordt een tweede lid toegevoegd, luidend als volgt :

« Ingeval de ambtenaar van een graad van minstens rang 15 afwezig of verhinderd is, kunnen deze delegaties uitgeoefend worden door een ambtenaar titularis van een graad van rang 12 aangesteld bij een schriftelijke en voorafgaande akte medegegeerd aan de secretaris-generaal, door de directeur-generaal van de Gezondheid ».

26° in artikel 44 worden de woorden "van ten minste rang 13" vervangen door de woorden "van ten minste rang 12" en de woorden "of, bij hun afwezigheid of verhindering, aan de ambtenaren titularis van een graad van ten minste rang 10" worden ingevoegd tussen de woorden "aan de ambtenaren verantwoordelijk voor de Dienst voor medisch schooltoezicht van ten minste rang 12" en de woorden "de bevoegdheid subdelegeren om de facturen... » .

27° in hoofdstuk III wordt afdeling VI vervangen door de volgende afdeling :

« Afdeling VI - Bijzondere delegatie inzake juridische aangelegenheden

Art. 45. Er wordt delegatie verleend aan de secretaris-generaal om de staten van honorarium van advocaten, procureurs en deskundigen goed te keuren.

Voor de goedkeuring van honoraria die niet hoger zijn dan 100 000 BEF mag de secretaris-generaal de machten die hem toegewezen worden door het vorig lid aan een ambtenaar van ten minste rang 10 delegeren".

**Art. 2.** Het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 8 oktober 1993 tot bevoegdheids- en tekeningsoverdracht aan de opperamtenaren en sommige andere personeelsleden van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap - Ministerie van Onderwijs, Onderzoek en Vorming - wordt gewijzigd als volgt :

1° in artikel 1 wordt paragraaf 1 vervangen door volgende paragraaf :

« § 1. De bevoegdheids- en tekeningsoverdrachten bedoeld in dit besluit worden verleend aan de personeelsleden van het Ministerie van de Franse Gemeenschap, hierna "Ministerie" of "Ministerie van Onderwijs, Onderzoek en Vorming" op wie het statuut van de personeelsleden van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap toepasselijk is en die aangewezen zijn voor de betrekkingen voorzien bij het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 2 december 1996 tot vaststelling van de overgangsformatie van het personeel van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap, met uitzondering van de betrekkingen van deze formatie waaruit het Departement Cultuur en Sociale Zaken bestaat behalve de betrekking van directeur-generaal van de Algemene Dienst Personeel en de betrekking van adjunct-directeur-generaal van de Algemene Dienst Ambtenarenzaken of iedere andere betrekking van de formatie waaruit dit Departement bestaat en waarbij overdracht verleend wordt aan de titularis bij of krachtens dit besluit ».

2° aan artikel 1 wordt een derde paragraaf toegevoegd, luidend als volgt :

« § 3. De bepalingen van dit besluit met betrekking tot de afwezigheid van een gedelegeerde overheid beogen alle mogelijkheden van functionele afwezigheid van genoemde overheid, inzonderheid deze van het gebrek aan titularis voor het bekleden van betrokken betrekking behalve wanneer hogere functies uitgeoefend worden. »

3° Het opschrift van Afdeling 1 van Hoofdstuk II wordt met de woorden "van het bestuur" aangevuld.

4° in de artikelen 5 en 7 worden de vermeldingen "niveaus 2" vervangen door de vermeldingen "niveaus 2+, 2".

5° in artikel 5 wordt littera c van punt 2 geschrapt en er wordt een punt 21 toegevoegd, luidend als volgt :

« 21° om de hogere functies tot rang 10 inbegrepen aan de personeelsleden van niveaus 2+, 2, 3 en 4 toe te kennen en te verlengen ».

6° aan artikel 5 wordt een punt 22 toegevoegd, luidend als volgt :

« 22° om de ambtenaren in disponibiliteit te stellen wegens ziekte of gebrekkigheid die niet gepaard gaat met een definitieve dienstongeschiktheid, maar die toch afwezigheden met zich meebrengt waarvan de duur deze van het verlof wegens ziekte of gebrekkigheid overschrijdt;

om het wachtloon te bepalen dat aan de wegens ziekte of gebrekkigheid in disponibiliteit gestelde ambtenaar dient te worden toegekend. ».

7° in artikel 5 wordt paragraaf 2 vervangen door volgende paragraaf :

« § 2. Ingeval de Secretaris-generaal afwezig of verhinderd is, worden de in § 1 opgesomde bevoegdheden in spoedgevallen uitgeoefend door de opperamambtenaar die de leiding heeft van de Algemene Dienst Personeel.

Ingeval de opperamambtenaar die de leiding heeft van de Algemene Dienst Personeel afwezig of verhinderd is, worden de bevoegdheden in spoedgevallen uitgeoefend door de opperamambtenaar die de leiding heeft van de Algemene Dienst Ambtenarenzaken. »

8° in artikel 5, § 3 worden de woorden "de directeur-generaal Personeel, Statuten, Administratieve Organisatie en Buitengewoon Onderwijs, in overleg met de administrateur-generaal, " vervangen door de woorden "aan een ambtenaar die ten minste de rang 15 bekleedt".

9° in artikel 5, § 4 worden de woorden "ingevolge § 1, 3°, 14°, 15°, 16°" vervangen door de woorden "ingevolge § 1, 3°, a en b, 14°, 15°, 16° en 21°".

10° in artikel 6, § 1 wordt punt 2 vervangen door volgend punt :

« 2° om, na advies van de opperamambtenaar die de leiding heeft van de Algemene Dienst Personeel, verlof toe te staan aan de personeelsleden van de niveaus 2, 3 en 4 in de volgende gevallen :

a) om dwingende redenen van familiale aard;

b) om een stage of proeftijd te volbrengen in een andere openbare dienst, van het gesubsidieerd onderwijs, van een gesubsidieerd psycho-medisch-sociaal centrum, van een gesubsidieerde dienst voor voorlichting bij beroepskeuze of van een gesubsidieerd medisch-pedagogisch instituut, van het

universitair onderwijs;

c) om ad interim een ambt uit te oefenen in een officiële of in een vrije gesubsidieerde school;

d) om zich kandidaat te stellen voor de parlements- of provincieraadsverkiezingen;

e) wegens verminderde prestaties, om sociale of familiale redenen of om persoonlijke redenen;

f) om les te volgen ten einde de intellectuele, morele of sociale vorming te volmaken in het kader van het verlof voor sociale promotie en het vormingsverlof; »

11° in de artikelen 6, 10, 25 en in de bijlage tot aanwijzing van de overheden gemachtigd krachtens artikel 10 van hetzelfde besluit, wordt de vermelding van rang "13" vervangen door de vermelding van rang "12".

12° in artikel 6, § 4, worden de woorden "de bevoegdheid, bedoeld in § 1, punt 1, overdragen aan de ambtenaren" vervangen door de woorden "de bevoegdheid, bedoeld in § 1, punt 1, overdragen aan de dienstchefs die ten minste een graad van rang 22 bekleden of die hogere functies van rang 22 uitoefenen".

13° in artikel 7, § 1, worden de woorden "de directeur-generaal Personeel, Statuten, Administratieve Organisatie en Buitengewoon Onderwijs" vervangen door de woorden "Secretaris-generaal" en de punten 2° en 3° worden vervangen door de volgende punten :

« 2. om verlof toe te staan in de volgende gevallen :

a) om les te volgen van de school voor civiele bescherming, ofwel als vrijwilliger bij dit korps ofwel als leerling die niet tot dit korps behoort;

b) om in vredestijd prestaties te verstrekken bij de civiele bescherming, als vrijwilliger bij dit korps;

c) voor het onthaal van een kind van minder dan tien jaar, met het oog op zijn adoptie of op de uitoefening van een pleegvoogdij;

d) bij de geboorte van een kind, als ouderlijk verlof;

3°) om een personeelslid dat afwezig is wegens ziekte of gebrekkigheid en dat de Administratieve Gezondheidsdienst geschikt heeft bevonden om deeltijds zijn ambt te hervatten, terug in dienst te roepen. »

14° in artikel 7 wordt paragraaf 2 vervangen door volgende paragraaf :

« § 2. Ingeval de Secretaris-generaal afwezig of verhinderd is, worden de in § 1 opgesomde bevoegdheden in spoedgevallen uitgeoefend door de opperamambtenaar die de leiding heeft van de Algemene Dienst Personeel.

Ingeval de opperamambtenaar die de leiding heeft van de Algemene Dienst Personeel afwezig of verhinderd is, worden de in voorafgaand lid bepaalde bevoegdheden in spoedgevallen uitgeoefend door de Adjunct-directeur-generaal van de Algemene Dienst Ambtenarenzaken. »

15° in artikel 7, § 1 wordt punt 4° geschrapt.

16° in artikel 19 wordt de vermelding van rang "11" vervangen door de vermelding van rang "10".

17° in artikel 13, § 2 worden de woorden "voor de bevoegdheid van de bestuursdirectie Organisatie van het onderwijs" vervangen door de woorden "voor de bevoegdheid van de Algemene directie Organisatie van het onderwijs".

18° artikel 18 wordt vervangen door volgende bepaling :

« Art. 18. Worden uitgesloten van de overdrachten verleend aan de ambtenaren bekleed met een graad van de rangen 12 tot en met 16 en bepaald in deze afdeling, de opdrachten inzake informatica betreffende de hardware, software en de diensten. »

19° in artikel 19, § 1, 14° worden de woorden "de Algemene directie Personeel, Statuten, Administratieve Organisatie en Buitengewoon Onderwijs" vervangen door de woorden "Algemene Dienst Personeel".

20° in de artikelen 19, § 2 en § 3, 20, § 3, en 27, § 1 worden de woorden ", Administratieve Organisatie en Buitengewoon Onderwijs" vervangen door de woorden "en Administratieve Organisatie".

21° in het opschrift van Afdeling 2 van Hoofdstuk III worden de woorden "aan de bestuursdirecteurs, directeurs, adviseurs, adviseurs-dienstchefs en adjunct-adviseurs" vervangen door de woorden "aan de adjunct-directeurs-generaal, directeurs, attachés of eerstaanwezend attachés".

22° in artikel 20, § 1 worden de woorden "aan de bestuursdirecteurs, directeurs, adviseurs, adviseurs-dienstchefs" vervangen door de woorden "aan de adjunct-directeurs-generaal en directeurs".

23° in artikel 20, § 2 en § 4 worden de woorden "aan de bestuursdirecteur" vervangen door de woorden "aan de adjunct-directeur-generaal. »

24° in artikel 20, § 2 worden de woorden "van de bestuursdirectie Sociale Promotie" vervangen door de woorden "van de Algemene dienst Sociale Promotie en Afstandsonderwijs.

25° in artikel 20, § 3 worden de woorden "de adjunct-adviseur" vervangen door de woorden "een ander personeelslid van niveau I".

26° in artikel 20, § 4 worden de woorden "de adviseur-dienstchef" vervangen door de woorden "de directeur".

27° in artikel 20, § 5 worden de woorden "de adjunct-adviseur" vervangen door de woorden "personeelsleden van niveau I".

28° in hoofdstuk III wordt Afdeling 3 vervangen door volgende afdeling :

« Afdeling 3.- Bijzondere delegaties inzake juridische aangelegenheden

Art. 21. Aan de secretaris-generaal wordt delegatie verleend met betrekking tot de volgende aangelegenheden :

1° toekenning aan een ongeval van de rechtskundige vermelding "arbeidsongeval" of "ongeval op de weg van of naar het werk".

2° goedkeuring van het honorarium van de advocaten, pleitbezorgers en deskundigen;

3° goedkeuring van elke uitgave en van elke terugvordering betreffende de schadeloosstelling voor verkeersongevallen, arbeidsongevallen of ongevallen van elke aard, alsmede van alle toelagen of vergoedingen die in deze gevallen door gerechtelijke beslissingen worden toegekend.

De secretaris-generaal kan aan een personeelslid van ten minste rang 10 de machten overdragen die hem bij vorig lid zijn toegewezen met uitzondering van de goedkeuring van het honorarium wanneer dit honorarium honderdduizend frank overschrijdt. »

**Art. 3.** De delegaties en subdelegaties verleend op 31 augustus 1996 bij en krachtens het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 13 juni 1991 houdende delegatie van bevoegdheden en ondertekeningvolmachten aan de ambtenaren-generaal en aan sommige andere ambtenaren van de Diensten van de Executieve van de Franse Gemeenschap - Ministerie van Cultuur en Sociale Zaken - en bij of krachtens het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 8 oktober 1993 tot bevoegdheids- en tekeningsoverdracht aan de opperambtenaren en sommige andere personeelsleden van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap - Ministerie van Onderwijs, Onderzoek en Vorming - behouden hun uitwerking overeenkomstig de bepalingen van genoemde besluiten op voorwaarde dat de ambtenaren die ze bekleden de voorwaarde van graad, rang of niveau bepaald in genoemde besluiten zoals gewijzigd bij dit besluit, vervullen, bij verwijzing naar de nieuwe graad waarin ze benoemd werden in toepassing van artikel 2, § 1, van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 22 juli 1996 houdende het statuut van de ambtenaren van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap.

De voorwaarde bedoeld bij het vorige lid is niet van toepassing op de ambtenaren die op 1 september 1996 niet onderworpen zijn aan de bepalingen van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 22 juli 1996 houdende het statuut van de ambtenaren van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap, die een nieuwe graad toekennen aan de ambtenaren van de Diensten van de Regering.

**Art. 4.** Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 december 1996 met uitzondering van artikel 1, 14°, en artikel 2, 5° tot 10°, 12° tot 15°, 18°, 19° en 28° die in werking treden op de datum waarop dit besluit ondertekend wordt, en van artikel 3 dat uitwerking heeft met ingang van 1 september 1996.

**Art. 5.** De Minister van Ambtenarenzaken is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 17 juni 1997.

Vanwege de Regering van de Franse Gemeenschap :  
De Minister van Ambtenarenzaken,  
J.-C. VAN CAUWENBERGHE